

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE cedex

Lille, le 10 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHEMOURS France**

Accounts Payable-Défense Plaza  
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9  
92000 Nanterre

Références : IC-R/0488/23-SD/SL  
Code AIOT : 0005104648

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement CHEMOURS France implanté Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection spécifique PFAS fait suite à celle du 15 juin 2023 dans le cadre du suivi des actions à réaliser afin de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHEMOURS France
- Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CHEMOURS (ex-Dupont de Nemours) à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Porter à connaissance sur la mise en place de filtres en aval des réservoirs R831 et R832/R834 afin de traiter les PFAS ;
- Suite de l'inspection du 15 juin 2023 dont l'incident du 14 juin 2023
- PFAS, suivi de l'APC du 22 mars 2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	PC n°9 : Connaissance des émissions dans l'air	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 3.2	/	60 jours
12	PC n°12 : Diagnostic environnemental	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 5.3	/	60 jours
13	PC n°13 : Veille scientifique et technique	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 7	/	60 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC n°1 : Modification	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article II.2	/	Sans objet
2	PC n°2 : Déclaration des accidents et incidents	Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article II.4	/	Sans objet
3	PC n°3 : Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.1	/	Observation

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	PC n°4 : Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.2	/	Observation
5	PC n°5 : Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.2	/	Sans objet
6	PC n°6 : Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.4	/	Observation
7	PC n°7 : Connaissance des émissions dans l'eau	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.6	/	Sans objet
8	PC n°8 : Connaissance des émissions dans l'air	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 3.1	/	Sans objet
10	PC n°10 : Diagnostic environnemental	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 5.1	/	Observations
11	PC n°11 : Diagnostic environnemental	AP Complémentaire du 22/03/2023, article 5.2	/	Observation

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé des actions afin de répondre aux observations et aux faits susceptibles de suite de l'inspection précédente du 15 juin 2023.

Sur les prescriptions contrôlées le 20 octobre 2023, des actions doivent être engagées afin de compléter les éléments déjà remis.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article II.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance : Filtres R831 et R832/R834
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation utiles.
<b>Constats :</b> Proposition de l'inspection pour les suites à donner au « porter à connaissance » de septembre 2023 référencé R-23-06-005 – Rév.2 concernant la mise en place de filtres composés de trois silos de charbon actif en aval des réservoirs R831 et R832/834 associés au TEGC (Traitement des Effluents Gazeux Chlorés)  Par courrier du 15 septembre 2023, la société CHEMOURS a transmis à Madame la Préfète un dossier de porter à connaissance d'un projet de mise en place d'un système de traitement des effluents des réservoirs R831 et R832/834 associés au TEGC (eaux de process).  Le système de traitement des effluents des cuves de stockage nommées R831 et R832/834 sera essentiellement composé de 3 silos de charbon actif. Ces silos seront donc en amont du rejet des effluents de Chemours à la station d'épuration de la plate-forme chimique exploitée par la société IWT. Deux silos seront montés en série pour le traitement des effluents du réservoir R831 composés essentiellement d'acide chlorhydrique souillé. Un silo sera installé pour le traitement des effluents des réservoirs R832/R834 composés essentiellement de soude souillée.  L'examen de l'ensemble des éléments constituant le dossier de modification montre les impacts suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Risques chroniques : le projet n'a pas d'impact sur les risques chroniques, le projet contribue à la réduction des émissions dans l'eau car il s'agit de la mise en place de silos de charbons actifs dans lesquels vont circuler les eaux de process déjà présentes sur le site. De plus, l'exploitant a projeté la mise en place de deux rétentions respectivement de 2 m<sup>3</sup> pour les produits acides et 1,8 m<sup>3</sup> pour les produits basiques ;</li><li>• Risques technologiques : le projet d'installation de trois silos de charbon actif induit la possibilité d'un nouveau phénomène dangereux. Ce dernier est lié à une éventuelle pollution de rejets aqueux accidentels. Celui-ci n'a pas d'effet en dehors des limites d'exploitation de la société CHEMOURS ;</li><li>• Situation administrative : le projet de mise en place de 3 silos de charbon actif ne relève d'aucune nouvelle rubrique ICPE, ne change aucun régime administratif pour les rubriques ICPE du site.</li></ul> Considérant ces impacts, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement estime que le projet ne constitue pas une modification substantielle des installations au sens des articles L. 181-14 et R. 181-46 du Code de l'Environnement et qu'il n'y a pas lieu de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables.

<p>La mise en place de 3 silos de charbon actif est actuellement réglementée par les dispositions en vigueur et notamment par l'arrêté préfectoral du 18 août 2004. Plus particulièrement, l'article II.2 de ce dernier précise que les installations devront être exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposées par l'exploitant. Ainsi le projet de filtres sur les réservoirs R831 et R832/834 devra être exploité tel que décrit au sein du « porter à connaissance » de septembre 2023 référencé R-23-06-005 – Rév.2 et notamment concernant les conditions de mise en œuvre pour la pollution des sols.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'informer la société CHEMOURS que la modification projetée n'est pas substantielle, ne nécessite pas le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, et qu'il n'y a lieu ni de fixer des prescriptions complémentaires ni de modifier les prescriptions applicables.</p> <p>Toutefois, au sein de ce courrier de « donner acte », il sera précisé à l'exploitant que comme indiqué au sein de l'article II.2 de l'arrêté préfectoral du 18 août 2004, les installations devront être exploitées telles que décrites au sein du « porter à connaissance » de septembre 2023 référencé R-23-06-005 – Rév.2 et notamment concernant les conditions de mise en œuvre pour la pollution des sols. De plus, il sera également précisé que le POI de l'établissement devra être mis à jour en fonction des nouveaux éléments liés à cette modification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : PC n°2 : Déclaration des accidents et incidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2004, article II.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et les causes du phénomène, ses conséquences ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en éviter le renouvellement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats du 15 juin 2023 :</p> <p>Pour mémoire, le mercredi 14 juin 2023 à 10h59, l'exploitant a informé par courriel l'inspection des installations classées d'un incident survenu le jour même à 7h30 sur le site de Villers Saint Paul.</p> <p>Selon les informations disponibles le jour de l'inspection, le 15 juin 2023, l'incident s'est déroulé ainsi : lors d'un transfert d'acide acétique à 99% d'un stockeur vers un réacteur, l'opérateur en charge de la manipulation au sein de l'atelier constate une fuite au niveau supérieur. Le volume de la fuite est d'environ 50 litres. La fuite a concerné des installations sous rétention.</p> <p>Observation n°1 : Il est demandé à l'exploitant de fournir un rapport d'incident sous 15 jours avec les éléments de la présente prescription.</p>

<p>Constats du 20 octobre 2023 :</p> <p>L'exploitant a remis le jour de l'inspection le compte rendu de l'incident du 14 juin 2023 formalisé sous le document d'enregistrement référencé DIR-P-006-ENR002 indice p ainsi que le compte rendu de réaction en cas d'urgence formalisé au sein du document d'enregistrement référencé SHE-MS-003. Le compte rendu de l'incident fait référence à des actions réalisées et notamment le remplacement du joint concerné et également tous les joints des lignes concernées. De plus un préventif des autres tuyauteries du site est en cours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 3 : PC n°3 : Connaissance des émissions dans l'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Afin de consolider la connaissance des origines, des concentrations et des flux des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) au niveau de son établissement, l'exploitant analyse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances dites génériques visées à l'article 4 sur des prélèvements ponctuels à fréquence hebdomadaire au niveau des différentes sources d'alimentation en eau de process sous toutes ses formes et origines (Oise, vapeur,...) ;</li> <li>- Les substances dites spécifiques visées à l'article 4 sur des prélèvements ponctuels à fréquence mensuelle au niveau des différentes sources d'alimentation en eau de process sous toutes ses formes et origines (Oise, vapeur,...).</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats du 15/06/2023 :</p> <p>Observation n°2 : L'exploitant complètera la communication des résultats avec l'emplacement du point de prélèvement.</p> <p>Constats du 20/10/2023 :</p> <p>En préambule aux constats d'inspection sur la thématique des analyses et rapports de résultats de suivi des PFAS, il est à noter que ces derniers ont été transmis à l'inspection dans un formalisme technique très précis composés de nombreuses informations. Ces transmissions ne permettant pas une lecture aisée en vue d'être accessible via une communication publique, l'exploitant a décidé de proposer un nouveau formalisme des rapports. A ce jour, l'exploitant a communiqué les rapports jusqu'au mois de juin 2023.</p> <p>Les résultats bruts ont été communiqués jusqu'au mois d'août 2023.</p> <p>L'exploitant a ajouté le point de prélèvement sur tous les rapports de résultats de suivi des PFAS depuis celui du mois d'avril 2023 remis en forme et envoyé à l'inspection le 25/09/2023. Ainsi, il est précisé : <i>"L'eau en approvisionnement est de l'eau déminéralisée provenant de l'un de nos partenaires sur la plateforme"</i>.</p>

<p><b>Observation n°1: L'exploitant communiquera le point technique de référencement du prélèvement.</b></p> <p>Constats du 15/06/2023 :</p> <p>Fait susceptible de suite n°1 : L'exploitant ne réalise pas les analyses sur l'eau d'appoint toutes les semaines pour les PFAS génériques.</p> <p>Constats du 20/10/2023 :</p> <p>L'exploitant réalise sur les eaux brutes (approvisionnement) les prélèvements toutes les semaines depuis le 23 juin 2023.</p> <p>Ainsi, le rapport de juin 2023 fait figurer les analyses sur les eaux brutes les 23 juin 2023 et 29 juin 2023. Le jour de l'inspection, il a été constaté les résultats des prélèvements des 7, 12 et 18 juillet 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 4 : PC n°4 : Connaissance des émissions dans l'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux résiduares</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant réalise un suivi des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per-polyfluoroalkylées -) sur chacun des points de rejets aqueux du process de l'établissement pris indépendamment les uns des autres. Ainsi, les échantillons sont réalisés avant mélange avec d'autres effluents.</p> <p>La liste des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) à rechercher est fournie à l'article 4.</p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs R831, R832 et R834 sont reliés à l'installation de traitement d'abattage dénommée TEGC. Étant donné la régularité de la nature des effluents de cette installation, les concentrations des effluents issus des réservoirs R831, R832 et R834 sont analysées mensuellement pour les substances dites génériques ainsi que celles utilisées au cours du mois parmi les substances dites spécifiques visées à l'article 4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats du 15/06/2023 :</p> <p>Observation n°3 : L'exploitant mettra à jour les dates de prélèvements des cuves R831 et R832.</p> <p>Constats du 20/10/2023 :</p> <p>Au sein du rapport d'avril 2023, l'exploitant a mis à jour les date de prélèvements des échantillons concernés.</p>

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°4 : Concernant la présentation des résultats des analyses et plus particulièrement des concentrations mesurées, afin de pouvoir évaluer les ordres de grandeur, il est demandé à l'exploitant de présenter les concentrations décrites au sein de la demande d'autorisation d'exploiter du projet MAUI pour les rejets des installations existantes. De la même façon que dans le dossier précité, l'exploitant réalisera un état projeté des flux de PFAS à l'année avec les concentrations mesurées et le flux d'eau résiduaire envoyé à la STEP. Ces flux seront également comparés à ceux présentés au sein du dossier précité pour chaque PFAS et pour l'ensemble des PFAS mesurés.

Constats du 20/10/2023 :

Au regard des rapports qui sont maintenant mis en forme et à l'usage futur en vue d'une communication au public, il est nécessaire que les informations présentes soient synthétiques et lisibles.

Ainsi, il a été constaté que comme demandé au sein de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2023 sur le PFAS, l'exploitant présente au sein de ses rapports le minimum et le maximum en concentration de PFAS sur la période considérée. Ces valeurs sont déjà présentes au sein du suivi hebdomadaire. Il n'apparaît donc pas nécessaire de présenter ces informations. Toutefois, il pourra être présenté en lieu et place de ces colonnes les flux mensuels et le flux cumulé depuis le début de l'année.

**Observation n° 2 : Pour une meilleure visibilité, l'inspection sollicite l'exploitant afin que les colonnes présentant le minimum et le maximum en concentration de PFAS soient supprimées et qu'elles soient remplacées par les données concernant les flux mensuels et le flux cumulé depuis le début de l'année.**

Pour mémoire, les débits hebdomadaires sont mesurés alors qu'ils sont issus des pompes de reprises. Il n'est donc pas nécessaire d'indiquer les minimums, maximum et moyenne sachant que le débit est toujours identique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N° 5 : PC n°5 : Connaissance des émissions dans l'eau

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux résiduaires

**Prescription contrôlée :**

[...]

Le réservoir R850 fait l'objet de deux types d'échantillon :

- Un échantillon constitué par une moyenne hebdomadaire sur la base de prélèvements journaliers ;
  - Un échantillon ponctuel à fréquence hebdomadaire représentatif d'une production spécifique.
- Conformément à l'article 2.6 du présent arrêté, ces prélèvements sont réalisés sur une période minimum d'un an, sur des productions différentes, afin que l'ensemble des recettes de production ait été analysé au moins une fois pendant cette période.

Le premier échantillon fait l'objet d'une analyse hebdomadaire des concentrations sur les substances dites génériques ainsi que celles utilisées au cours de la semaine d'échantillonnage parmi les substances dites spécifiques visées à l'article 4.

Le second échantillon fait l'objet d'une analyse à fréquence hebdomadaire des concentrations sur les substances dites génériques, ainsi que celles utilisées au cours de la production de la journée d'échantillonnage parmi les substances dites spécifiques visées à l'article 4.

**Constats :**

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°5 : L'exploitant s'assurera que les prélèvements sur le R850 sont réalisés régulièrement. La semaine 14 ne faisait pas apparaître de prélèvement journalier.

Constats du 20/10/2023 :

Le 15 juin 2023, à la lecture des éléments présentés par l'exploitant le jour de l'inspection, il n'avait pas été réalisé de prélèvements la semaine 14. Toutefois, à la relecture des dates de prélèvements l'exploitant a identifié que le prélèvement de la semaine 14 avait bien été réalisé. Cette semaine 14, l'échantillon journalier était également l'échantillon hebdomadaire du fait de l'absence de production le reste de la semaine. Depuis cette la semaine 14, l'exploitant réalise une analyse hebdomadaire pour la cuve R850.

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°6 : L'exploitant mettra à jour les dates de prélèvements de la cuve R850.

Observation n°7 : L'exploitant ajoutera la date de prélèvement de l'échantillon journalier.

Constats du 20/10/2023 :

Par sondage, il a été inspecté quelques enregistrements afin de contrôler des potentiels écarts entre les dates de prélèvements d'échantillon de l'exploitant qui sont saisies au sein du rapport mensuel et les comptes rendus des laboratoires concernés. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé que pour supprimer le risque d'erreur de saisie sur la date de prélèvement, l'exploitant, en accord le laboratoire, désigne les échantillons par sa période d'échantillonnage ou du jour de production concerné. Cette méthode permet également de répondre à l'observation n°7.

Constats du 15/06/2023 :

Fait susceptible de suite n°2 : L'exploitant n'a pas indiqué les activités industrielles exercées et les produits utilisés (données de production) comme indiqué au sein de l'article 2.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mars 2023.

Constats du 20/10/2023 :

Au sein des rapports communiqués par l'exploitant, il a été constaté la présence des informations concernant les productions réalisées (Avril , mai et juin 2023).

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°8 : L'exploitant ajoutera la définition de l'échantillon moyen et de l'échantillon journalier (constitution, méthode de prélèvement). Constats du 20/10/2023 : L'exploitant a ajouté

deux nota bene au sein des rapports mensuels (n°1 et n°2) pour définir les échantillons moyens et les échantillons journaliers.

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°9 : L'exploitant s'assurera par un contrôle de cohérence de la transmission des bons résultats de mesures. Il avait été relevé une erreur de saisie d'un résultat.

Constats du 20/10/2023 :

Depuis le 15 juin 2023, l'exploitant a changé de laboratoire d'analyse. Ce dernier transmet les résultats d'analyses via un fichier électronique exploitable par la société Chemours ce qui permet de limiter les erreurs de saisie.

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°10 : Comme pour la présentation des résultats des eaux résiduaires du point de contrôle précédent, il est demandé à l'exploitant de présenter les concentrations décrites au sein de la demande d'autorisation d'exploiter du projet MAUI pour les rejets des installations existantes. De la même façon que dans le dossier précité, l'exploitant réalisera un état projeté des flux de PFAS à l'année avec les concentrations mesurées et le flux d'eau résiduaire envoyé à la STEP. Ces flux seront également comparés à ceux présentés au sein du dossier précité pour chaque PFAS et pour l'ensemble des PFAS mesurés.

Constats du 20/10/2023 :

Cf réponse à l'observation n°4 du PC n°4 du présent rapport concernant la lisibilité des résultats.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 6 : PC n°6 : Connaissance des émissions dans l'eau

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les paramètres de contrôle des eaux souterraines sont complétés avec toutes les substances visées à l'article 4 du présent arrêté.

Pour ces paramètres, les prélèvements sont réalisés, a minima, sur un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval éventuellement parmi les 12 piézomètres visés précédemment en fonction de la cartographie des écoulements réalisée le jour des prélèvements.

**Constats :**

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°11 : L'exploitant sera vigilant sur le choix des piézomètres afin de réaliser des échantillons sur un piézomètre sur chaque nappe en amont et deux piézomètres sur chaque nappe en aval.

En effet, il n'y a pas été réalisé d'analyse sur deux piézomètres en aval hydraulique sur la nappe du cuisien (un seul piézomètre uniquement).

Constats du 20/10/2023 :

Le 15 juin 2023, avec les éléments présentés par l'exploitant le jour de l'inspection, il avait été acté que l'exploitant n'avait pas réalisé d'analyses sur l'ensemble des piézomètres attendus à savoir un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval hydraulique sur les deux nappes (alluviale et cuisien).

L'exploitant a repris les analyses des 15 piézomètres échantillonnés en mars 2023, et il a identifié deux piézomètres en aval sur la nappe du Cuisien.

**Observation n°3 : L'exploitant transmettra un rapport actualisé présentant les cartes isopièzes sur les deux nappes avec les piézomètres concernés par les prélèvements.**

Le 20 octobre 2023, l'exploitant informe l'inspection que l'un des piézomètres situé en aval hydraulique de la nappe du Cuisien n'est plus accessible en sécurité pour des analyses périodiques. Lors du premier prélèvement de mars 2023, il a été constaté un risque important de collision entre les personnes en charge du prélèvement et la circulation dense de poids lourds. En effet, le piézomètre concerné est situé sur un axe routier de la plate forme avec une circulation dense. L'exploitant n'a donc pas réalisé de prélèvement sur le piézomètre PZC3 en septembre 2023. L'exploitant est en cours de réflexion pour rechercher un piézomètre en lieu et place du PZC3.

Constats du 15/06/2023 :

Observation n°12 : L'exploitant justifiera son choix de piézomètres situé en amont et aval hydraulique. En effet, l'inspection des installations classées émet des doutes sur la proximité des piézomètres et notamment en amont. Ces derniers doivent être en dehors de toute influence des activités de la plate forme.

Constats du 20/10/2023 :

En mars 2023 l'exploitant a réalisé des échantillons sur des piézomètres situés en amont hydraulique sur les deux nappes quasiment au droit du site. En septembre 2023, l'exploitant a fait réaliser les échantillons sur les deux nappes sur les piézomètres SP22 A et B qui sont situés en amont hydraulique en dehors de la plate forme chimique de Villers Saint Paul.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmissions des résultats de mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des résultats est communiqué mensuellement à l'inspection des installations classées. Ce compte-rendu comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- Un tableau récapitulatif des résultats des mesures en fonction de leur origine mentionnant pour chaque substance, sa concentration et son flux (calculé le cas échéant), pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen et les limites de quantification pour chaque mesure ;</li><li>- Des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances ;</li><li>- Pour les eaux rejetées, les commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, portent notamment sur les activités industrielles exercées et les produits utilisés.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> Constats du 15/06/2023 :  Observation 13 : Il est également indispensable d'apporter les éléments de justification lorsque les résultats (concentrations ou flux) sont notablement différents de ceux projetés au sein de la demande d'autorisation.  Constats du 20/10/2023 :  Depuis cette observation, l'exploitant précise lorsque cela est nécessaire les résultats qui peuvent apparaître comme différents de ceux attendus.  Dans le rapport mensuel de l'exploitant du mois d'avril 2023, il est précisé par exemple que la molécule PFBA est retrouvée en concentration différente de celle attendue et que des investigations sont en cours.  Au sein du rapport de résultats de suivi des PFAS de juin 2023, il est précisé que les analyses des eaux pluviales montrent une concentration plus importante (de l'ordre d'une dizaine de µg/l) sur la substance C1470 et C1183 au point de prélèvement D2 (point au centre des ateliers Chemours). Ces résultats seraient liés à la production de mousse suite au lavage d'un filtre contenant du produit C1470. Cette mousse avec le vent a été déportée en dehors de la rétention qui se dirige normalement sur la cuve R850 (après R853). Cette mousse a atteint le réseau des eaux pluviales.  Constats du 15/06/2023 :  Observation 14 : L'exploitant réalise une communication mensuelle de ses actions (prélèvements, résultats intermédiaires,...) même si l'ensemble des résultats n'a pas été communiqué par les laboratoires. Les résultats sont explicités et commentés.

<p>Constats du 20/10/2023 :</p> <p>A ce jour, l'exploitant a transmis les résultats des analyses jusqu'à fin août 2023. Comme explicité au sein du rapport d'inspection du 15/06/2023, les délais de retour des résultats par le laboratoire SGS sont très importants, parfois de plusieurs mois (2 à 3 mois). L'exploitant a donc fait le choix de changer de laboratoire d'analyse. Depuis le 15 juin 2023, l'exploitant a envoyé les prélèvements uniquement au laboratoire Merieux. Les délais sont à ce jour de 3 à 4 semaines entre les prélèvements et la réception de résultats. L'exploitant a besoin d'une semaine pour réaliser l'étude et l'analyse des résultats et intégrer les données de production.</p> <p>L'exploitant projette de communiquer les rapports avec un intervalle de délais d'un mois et demi d'ici la mi-novembre.</p> <p>Pour mémoire, l'exploitant est en cours de rédaction d'une nouvelle présentation des rapports dans le but que ces derniers soient communiqués au public. Ces rapports "nouvelle version" ont été transmis à l'inspection jusqu'au mois de juin 2023 inclus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : PC n°8 : Connaissance des émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des sources d'émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées une liste des émissaires canalisés susceptibles d'émettre dans l'air les substances visées à l'article 4 ainsi que les sources potentielles d'émissions diffuses de ces substances.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats du 15/06/2023 :</p> <p>Observation n°15 : L'exploitant se positionnera sur le fait que les 5 rejets atmosphériques décrits au sein de ce document sont susceptibles de rejeter des PFAS. En effet, le dossier de demande d'autorisation environnementale n'indique pas de rejets de PFAS sur certains de ces émissaires comme les postes de conditionnement ou de chargement.</p> <p>Constats du 20/10/2023 :</p> <p>L'exploitant a transmis le 19 juin 2023 une photo aérienne des rejets atmosphériques qui émettent des PFAS. L'inspection a sollicité l'exploitant afin qu'il confirme les points de rejets atmosphériques concernant des PFAS. Le jour de l'inspection l'exploitant confirme que l'ensemble des rejets décrits au sein du document présenté émettent des PFAS sur les installations existantes. L'exploitant précise que les points de rejets identifiés n°1, 3, 4 et 5 seront fusionnés pour être traités au sein de l'oxydateur thermique spécifique aux PFAS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : PC n°9 : Connaissance des émissions dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités de l'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, pour la mesure à l'émission sur les émissaires canalisés pour les substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) susceptibles d'être émis dans l'air ainsi que celles visées à l'article 4, dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations (fonctionnement discontinu dit « par batch »), un protocole de surveillance des rejets atmosphériques ainsi que le nom du laboratoire accrédité choisi pour réaliser cette surveillance.
<b>Constats :</b> A ce jour, l'exploitant a déjà réalisé des mesures sur les rejets atmosphériques avec le laboratoire SGS. Le protocole associé n'est plus d'actualité. En effet, l'exploitant, comme vu au point de contrôle n°7, a été contraint de changer de laboratoire afin de pouvoir communiquer les résultats dans les meilleurs délais. De plus, l'exploitant suggère que les délais de traitement des échantillons par le laboratoire ont un impact sur les résultats d'analyse. Dans ce contexte l'exploitant a fait le choix de confier les analyses au laboratoire Mérieux avec lequel il est encore en échange concernant les méthodologies d'analyses. Ainsi, l'exploitant pense pouvoir transmettre le protocole des rejets atmosphériques en fin d'année 2023.  <b>Fait susceptible de suite n°1 :</b> L'exploitant a réalisé un protocole de prélèvement pour les rejets atmosphériques avec le laboratoire SGS. Toutefois, étant donné que l'exploitant a changé de laboratoire, à ce jour, il n'existe pas de protocole de mesures sur les rejets atmosphériques avec le laboratoire Mérieux. L'exploitant transmettra ce nouveau protocole d'ici la fin de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 10 : PC n°10 : Diagnostic environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des enjeux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant remet une cartographie précise de l'affectation des parcelles et des enjeux à protéger dans un rayon autour du site approprié au regard de la dispersion potentielle des molécules à rechercher. Une enquête de voisinage sur les pratiques pouvant influencer les résultats est jointe (exemple : utilisation/présence de puits, activités susceptibles d'émettre des PFAS, etc).
<b>Constats :</b> En ce qui concerne ce point de contrôle et les deux suivants, l'objectif des prescriptions est de produire un programme d'investigation dans le but de réaliser un diagnostic environnemental. L'exploitant a transmis le 06/10/2023 à l'inspection des installations classées une étude environnementale liée aux PFAS permettant de répondre aux articles 5.1 à 5.3 de l'APC du 22 mars 2023. Au sein du chapitre 2 de cette étude, celui-ci précise le contexte environnemental et permet de conclure sur la cartographie des principaux enjeux identifiés au voisinage du site. Ces derniers

sont définis sans corrélation formalisée avec les sources d'émissions potentielles étudiées au chapitre 4. Ainsi, au sein du chapitre 2, les tableaux de recensement des cibles/milieus sont limités à environ 1,5 km. Toutefois au sein du chapitre 5 et plus particulièrement au paragraphe 5.2.2.1 un rayon de 3 km est proposé.

L'exploitant précisera les raisons de ces choix de distances d'étude et celle qui sera retenue.

**Observation n°4 : L'exploitant complétera le chapitre 2 de l'étude environnementale liée aux PFAS en indiquant la corrélation entre les distances retenues pour les enjeux et de la dispersion potentielle des molécules concernées.**

**Observation n°5 : Sur la cartographie de la synthèse des enjeux, l'exploitant ajoutera l'ensemble des sens d'écoulement des nappes souterraines.**

Au sein de l'étude environnementale, il est proposé que dans un second temps des analyses soient réalisées dans les matrices alimentaires (fruits/légumes de jardins potagers et œufs de poules) en fonction des résultats obtenus dans les sols superficiels. Ces analyses seront comparées, le cas échéant, notamment en prenant en référence la valeur toxique de référence de la somme des quatre PFAS (PFOA, PFOS, PFNA et PFHxS) de l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA). Le paragraphe 2 a identifié les parcelles pour les cultures et les jardins potagers familiaux. Toutefois, l'étude ne présente pas les élevages de poules pour les éventuels prélèvements dans les œufs.

**Observation n°6 : En cohérence avec le programme d'investigation proposé au chapitre 7, le chapitre 2 de l'étude sera complété avec l'intégration sur la synthèse cartographique de l'ensemble des enjeux et notamment les éventuels élevages de poules, y compris les élevages domestiques.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 11 : PC n°11 : Diagnostic environnemental**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/03/2023, article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etude historique et de vulnérabilité

**Prescription contrôlée :**

Une étude historique, documentaire et de vulnérabilité concernant les substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) doit être réalisée. Cette étude doit permettre de définir un programme d'investigations ciblé, adapté au contexte du site. Elle comporte :

- une analyse historique et documentaire du site, dont l'objectif est d'identifier les zones susceptibles d'avoir été ou d'être exposées aux substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) issues des activités de la société Chemours et de déterminer leur nature et quantité (en ordre de grandeur) ;
- une étude de la vulnérabilité des milieux aux substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées -) susceptibles d'être présents ;
- un schéma conceptuel préliminaire présentant les voies de transfert et d'exposition potentielles.

**Constats :**

Le chapitre 3 de l'étude environnementale liées aux PFAS présente les activités historiques mettant en œuvre des PFAS sans corrélation avec les dates d'utilisation.

<p>L'étude pourrait notamment présenter les activités de façon chronologique en précisant les PFAS (familles de PFAS) utilisés par chacune d'elles.</p> <p><b>Observation n°7 : L'exploitant complètera le chapitre 3 de l'étude environnementale liées aux PFAS avec une chronologie des PFAS ou famille de PFAS utilisés. Idéalement, ce chapitre 3 fera référence à l'annexe B qui liste les PFAS historiques.</b></p> <p>L'étude de la vulnérabilité et de la sensibilité des milieux a été examinée au sein du chapitre 2 de l'étude environnementale.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : PC n°12 : Diagnostic environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Programme d'investigation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonction des éléments de la veille scientifique visée à l'article 8, de l'étude historique et de vulnérabilité et des enjeux identifiés ci-avant, l'exploitant propose un programme d'investigations sur et hors site, dans les différents milieux, des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées ) provenant des activités de la société Chemours et de leurs produits de dégradation/recombinaison.</p> <p>Les investigations proposées sont proportionnées aux enjeux et permettent l'obtention de données représentatives, précises et comparables.</p> <p>Cette proposition détaille les méthodes de prélèvements et d'analyses, les valeurs repérées. Pour chaque point de prélèvement, les modalités d'investigations et le programme analytique font l'objet de justifications. Les protocoles de prélèvement et les limites de quantification sont adaptés aux objectifs des investigations et aux référentiels qui sont retenus pour exploiter les résultats des analyses. Le nombre de points de mesures, d'échantillons et, éventuellement, la fréquence de mesure permettent d'appréhender l'ampleur des variations des teneurs dans le temps en ce qui concerne les milieux eau, sol, gaz du sol et air intérieur. Pour les gaz du sol, si elles sont nécessaires, deux campagnes de mesures sont réalisées, a minima dans des conditions environnementales contrastées. Pour les eaux souterraines, des mesures sont réalisées en période de hautes-eaux et basses-eaux.</p> <p>La proposition comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une cartographie précise des points de prélèvements envisagés au regard de la cartographie des enjeux. Cette cartographie doit également proposer des points de prélèvement « témoins » afin d'avoir des éléments de comparaison en dehors de l'influence potentielle du site ;</li> <li>- La synthèse des spécificités et contraintes du site et de son environnement ;</li> <li>- Le programme d'investigations et d'analyses détaillé et justifié ;</li> <li>- Un tableau récapitulatif des investigations projetées et leurs caractéristiques (références, localisation, profondeur, type d'investigation et milieu investigué, méthode utilisée, paramètres recherchés, objectif) ;</li> <li>- Une fiche descriptive par stratégie, méthode et/ou protocole d'investigations, de prélèvement, de conditionnement et d'analyses à mettre en œuvre.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une cartographie de la synthèse des enjeux a été intégrée au du chapitre 2 de l'étude environnementale. Toutefois cette dernière n'intègre pas les points de prélèvements envisagés. L'étude présente des cartographies des prélèvements dans les sols et dans les nappes souterraines</p>

déjà effectuées mais ne font pas apparaître les points de prélèvements envisagés.

A fortiori, ces cartographies ne présentent pas les prélèvements témoins.

Le chapitre 7 définit le programme prévisionnel d'investigations environnementales. Les milieux concernés sont :

- (1) les sols jusqu'au toit de la nappe (en zone non saturée) au droit des zones à risque potentiel identifiés au droit de l'emprise actuelle et/ou historique du site ;
- (2) les eaux souterraines de la nappe alluviale au droit ainsi qu'en aval et en amont hydraulique du site ;
- (3) les eaux souterraines de la nappe du Cuisien au droit ainsi qu'en aval et en amont hydraulique du site;
- (4) les eaux de surface de l'Oise, en amont et aval de la plateforme chimique (notamment vis-à-vis des points de rejet des eaux pluviales et de la STEP) ;
- (5) les sols superficiels au voisinage du site (au droit et au voisinage de la plateforme) ;
- (6) les poissons susceptibles d'être pêchés dans l'Oise puis consommés par des riverains.

L'exploitant a présenté le programme d'investigations selon des objectifs différents à savoir l'impact des activités passées et les activités actuelles. Le programme analytique est différent selon ces deux objectifs à savoir soit rechercher les PFAS listés au sein de l'APC du 22 mars 2023 ou les PFAS dit historiques communiqués dans l'étude environnementale liée aux PFAS.

Le programme d'investigation présenté sous forme de tableau prévoit 2 à 3 points de prélèvement pour des échantillons témoins dans les sols superficiels.

Le programme analytique proposé ne précise pas les méthodes ou les protocoles d'investigation. Les fiches demandées à cet égard au sein de la présente prescription ne sont pas jointes à l'étude environnementale liée aux PFAS.

Le jour de l'inspection, au regard des demandes de compléments de ce point de contrôle et des deux précédents, il a été abordé avec l'exploitant le délai de remise de l'étude environnementale mise à jour.

**Fait susceptible de suite n°2 : L'étude environnementale liée aux PFAS ne contient pas l'ensemble des éléments demandés au sein de la prescription. L'exploitant remet la mise à jour de l'étude environnementale liée aux PFAS avant la fin du mois de décembre 2023.**

Suite à la proposition de ce programme d'investigations, l'exploitant a, selon l'APC du 22 mars 2023, 15 mois pour réaliser les analyses dans les milieux et 18 mois pour remettre le rapport de synthèse de ce diagnostic. Étant donné les délais, il a été convenu avec l'exploitant, le jour de l'inspection, que ce dernier transmettra les premiers éléments des analyses dans les milieux au mois d'avril 2024 afin de connaître l'étendue géographique potentielle des impacts des activités de Chemours sur l'environnement.

**Observation n°8 : L'exploitant remettra en avril 2024 les premiers éléments des investigations dans les milieux et notamment dans les sols.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/03/2023, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan des connaissances
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une veille scientifique et technique est conduite chaque année. L'exploitant transmet annuellement un bilan des connaissances qui présentent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées) provenant des activités de la société Chemours et leur comportement dans l'environnement, les produits de dégradation/recombinaison, leur dangerosité, leur toxicité (valeurs toxicologiques de référence existantes, valeurs réglementaires...) etc ;</li> <li>- les méthodes d'analyses normées ou standardisées existantes pour tous les milieux (a , eau, gaz du sol, sol, denrées alimentaires, faune, flore, sédiments etc) ;</li> <li>- les différentes méthodes de traitement et d'abattement des substances et composés organiques fluorés (PFAS – Substances Per- polyfluoroalkylées ) dans les différents milieux ;</li> <li>- une adaptation du programme d'investigations/surveillance des milieux si nécessaire.</li> </ul> <p>La première veille est remise trois mois après notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis la signature de l'APC du 22 mars 2023 concernant les PFAS, l'exploitant a remis plusieurs études en relation avec ces substances (étude des poissons, mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires, étude environnementale liée aux PFAS, porter à connaissance sur la mise en place de charbon actif,...).</p> <p>Ces différentes études ont intégré tout au long de l'évolution des connaissances et des recherches des notions techniques et bibliographiques sur les PFAS. Elles concernent les techniques d'abattage des PFAS, les modes de dégradations de ces substances, les modalités d'analyses qui sont encore en cours d'amélioration.</p> <p>Des substances supplémentaires à analyser ont été proposées au sein de ces études par l'exploitant.</p> <p>Toutefois, à ce jour, l'exploitant n'a pas réalisé un document autoportant concernant la veille scientifique proprement dite comme définie au sein de la présente prescription.</p> <p><b>Fait susceptible de suite n°3 :</b> L'exploitant n'a pas remis de document autoportant synthétisant la première veille scientifique. L'exploitant remettra un dossier autoportant reprenant les éléments techniques de la présente prescription présents au sein des différentes études déjà remises à l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans le cadre de sa demande d'autorisation relative au projet MAUI, l'exploitant a montré qu'il était possible d'aller au-delà d'un traitement par filtration des rejets sur charbons actifs, en couplant cette technologie avec un traitement par osmose inverse. En conséquence, il sera proposé dans un prochain arrêté préfectoral que l'exploitant remette sous 3 mois une étude technico économique visant à améliorer le traitement des rejets de PFAS existants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet